

CODESRIA : 30 années de recherches en Sciences sociales, de production du savoir et de coordination en Afrique

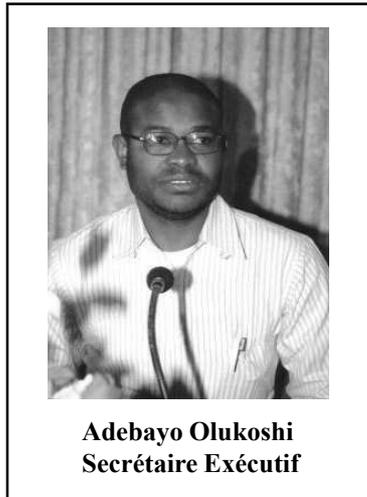
Ainsi, le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA) a 30 ans! Cela semble incroyable et il est pourtant vrai que l'an 2003 marque déjà les 30 années d'existence du CODESRIA, du début d'une aventure qui a commencé par des petits, voire des pas hésitants, néanmoins visionnaires qui, depuis trois décennies se sont transformés en l'un des plus importants centres de production et de diffusion du savoir actuellement actifs sur le continent africain. Ceux d'entre nous au Secrétariat qui ont le bonheur d'être au service du Conseil à ce moment de son histoire estimons que nous avons l'unique privilège d'être présents à cette étape de la vie de notre organisation et d'avoir la responsabilité de mettre au point un programme digne de la célébration de l'évènement. Au nom de tout le Secrétariat du Conseil, je voudrais présenter mes félicitations aux membres du CODESRIA et à tous ceux qui ont eu l'occasion, au cours des 30 dernières années, de participer d'une manière ou d'une autre aux programmes scientifiques de l'organisation. Où que vous soyez en train de lire ce message, j'espère que vous serez disposés à partager l'élan de joie et de célébration qui marque ce moment fort de l'histoire du Conseil, même si vous êtes dans l'incapacité d'être physiquement avec nous à Dakar. Et où qu'ils soient aujourd'hui, la célébration de ce 30e anniversaire nous offre à tous, une excellente occasion de nous souvenir du courage des fondateurs de l'organisation et de saluer une fois de plus leur clairvoyance. La célébration de cet événement nous donne également l'occasion de marquer notre reconnaissance pour les sacrifices consentis par les générations successives d'intellectuels qui ont pris le relais des fondateurs et ont tenu allumé le flambeau de leurs rêves en qualité de membres du Comité Exécutif, du Comité Scientifique de l'institution, et de la direction du Secrétariat, et en tant qu'animateurs des différents programmes scientifiques.

Histoire et contexte de la définition du mandat du CODESRIA

30 années dans l'histoire d'une organisation est une période assez récente, et encore fraîche dans les mémoires pour que nous soyons en mesure de nous souvenir dans les détails, des rêves de ceux qui ont fondé le Conseil, les défis qu'ils eurent à relever aussi bien en termes

d'obstacles à surmonter et les opportunités à saisir, les difficultés initiales auxquelles ils durent faire face, les sacrifices individuels et collectifs qu'ils eurent à consentir pour faire démarquer et assurer la pérennité de l'institution, les visions stratégiques qui furent mises au point en vue de croître et de devenir la formidable force qu'elle est actuellement sur les scènes africaine et internationale de la production du savoir, et les joies et les peines des premières années. Et pourtant, 30 années constituent également une période assez longue pour que nous pus-

sions mettre au clair les phases, modèles et repères importants dans le processus de notre développement institutionnel, et l'entrée du CODESRIA dans l'ère de la maturité adulte dans un contexte où l'environnement de la production et de la diffusion du savoir a subi et continue de subir de profondes mutations. Ces mutations qui sont à la fois liées au macro-contexte de la politique, à la dynamique de l'économie, au processus de construction socioculturelle et au cadre global de la vie quotidienne, et à l'environnement de la production du savoir, à la gouvernance du système de l'enseignement supérieur et de la technologie de l'information et de la communication, se sont imbriquées aux changements institutionnels internes et ont permis, depuis 30 ans, de présenter un récit critique de l'histoire du CODESRIA. (Le Secrétariat a proposé la rédaction d'une telle histoire et le livre qui résultera des contributions faites par les auteurs désignés à cet effet sortira en mi-2004). Une partie de ce récit mettra l'accent, de façon invariable, sur le fait que le Conseil est à n'en point douter, l'une des réussites majeures du panafricanisme de l'après indépendance. Aussi, n'y avait-il pas meilleure manière de célébrer le 30e anniversaire du Conseil que de focaliser l'attention des savants africains sur une réflexion collective sur le thème : Intellectuels, Nationalisme et Idéal panafricain.



Adebayo Olukoshi
Secrétaire Exécutif

Lorsque le Conseil fut fondé en 1973, juste 15 ans après la proclamation par Kwame Nkrumah de la naissance d'un Ghana libre et souverain, le contexte qui prévalait sur l'ensemble du continent était caractérisé par un mélange de promesses, potentialités, dilemmes, obstacles et difficultés à maîtriser les structures et les processus de l'indépendance. Particulièrement, le contexte politique en Afrique était marqué par les affres de rapides mutations, dont le symbole le plus éloquent fut la montée, à partir de la moitié des années 60, des régimes militaires et à parti unique. Ces mutations, dont l'importance aura consisté, à un niveau, au rétrécissement de l'espace politique post-indépendance au sein des pays qui se sont libérés de la tutelle coloniale, reflétèrent à un autre niveau, la dissolution et la dispersion graduelle de l'alliance nationaliste et anti-colonialiste qui mena la lutte pour la libération nationale. Ces changements étaient également la manifestation de l'impact des machinations néo-coloniales sur la gouvernance politique au moment où la Guerre Froide était à son paroxysme. Au milieu de ces mutations, des mouvements de contestation autour du contrat social post-colonial et la direction du projet d'indépendance firent leur éclosion dans divers pays africains. Dans le cadre de ces contestations, la relation entre l'État et les milieux universitaires entra dans une phase de détérioration graduelle qui rendit les questions de l'autonomie des intellectuels et des franchises académiques de plus en plus brûlantes dans la plupart des pays. La tournure que prirent les événements était certainement très ironique car, comme l'ont relevé les intellectuels tels que Mahmood Mamdani, l'université africaine par excellence était un produit du nationalisme africain, l'un des fruits les plus directs du projet nationaliste d'indépendance.

Certes, les économies de la plupart des pays étaient généralement fonctionnelles et étaient ainsi en mesure de soutenir le minimum des exigences de l'existence de milieux intellectuels indépendants, mais les germes de la crise de déclin qui se manifestèrent avec fureur au début des années 80 furent semées au cours de la décennie précédente. Le terrain de l'enseignement supérieur à travers le continent était lui-même le théâtre de rapides mutations non seulement en termes de l'expansion qu'il a connu à travers la création de nouveaux centres d'enseignement supérieur et de recherche, ainsi que de l'extension de centres existants, mais aussi en termes de l'africanisation accrue des programmes et des enseignants, y compris le recrutement des chargés de cours et des chercheurs partout sur le continent et dans la Diaspora africaine. Cependant, parallèlement à ce processus, le concept d'université régionale tant de *facto* que de *jure*, desservant un groupe de pays au sein du même voisinage régional a subi de sérieux coups au fur et à mesure que de nouvelles institutions nationales étaient créées aux dépens de centres intergouvernementaux de formation et de recherche déjà en place. L'environnement politique de plus en plus étroit, voire ouvertement hostile, y compris la conception et la pratique étriquée du projet de construction nationale qui faisait fureur à travers le continent, a découragé la mobilité horizontale des universitaires au fur et à mesure que l'on s'acheminait vers la fin des années 70, affaiblissant ainsi davantage les chances de survie de l'université "régionale" et contribuant à miner l'idéal de l'université comme centre d'excellence. À cet égard, les vieilles formes de diversité institutionnelle s'estompèrent, même si de nouvelles diversités, quoique parfois moins dynamiques et cosmopolites émergèrent également, y compris au sein des institutions initialement créées pour revêtir un caractère strictement "national" dans sa composition et sa direction.

La domination coloniale des européens en Afrique s'est singularisée par sa réticence d'abord à promouvoir l'enseignement supérieur sur le continent et ensuite à engager l'élite intellectuelle moderne comme acteur social clé lorsqu'elle a en fin de compte émergé et a formé une masse critique, prenant plutôt l'option de la traiter avec une suspicion et un mépris institutionnalisés. Le contexte international de la production du savoir était également un contexte qui reproduisait les aspects de la logique et de l'héritage coloniaux non seulement par le contenu du savoir qui était produit sur l'Afrique et la méthodologie mise en œuvre à cet effet, mais aussi par la structure verticale du pouvoir qui définissait l'insertion des milieux académiques africains modernes au sein du système international du savoir. La division internationale du travail qui structurait la participation de l'élite intellectuelle africaine au système mondial du savoir n'accordait que peu de place à la légitimation des perspectives africaines; au contraire, elle facilitait l'imposition d'agendas intellectuels externes au continent dans un processus où les chercheurs africains faisaient figure de manutentionnaires, juste bons pour la collecte de données brutes qui seront traitées par d'autres et reformulées en grandes théories. Dans le cadre de cette malsaine division du travail, de nombreuses institutions africaines d'enseignement supérieur et de recherche étaient liées aux centres occidentaux de savoir à titre d'appendices dans une relation qui confirmait leur subordination. Les systèmes indigènes de savoir africains et les savants africains furent l'objet de marginalisation et la structure de mobilité des intellectuels qui existait reproduisait simplement et renforçait la partition coloniale du continent, l'isolement des savants africains les uns des autres, l'histoire et l'héritage de la domination coloniale.

Tel est, dans ses grands traits, le contexte dans lequel le CODESRIA fut créé en 1973. Le Conseil naquit en tant que fils de l'histoire, avec toutes les responsabilités qui lui incombèrent dès les origines. Inévitablement, il devait incarner et refléter aussi bien les valeurs et les promesses de la lutte pour l'indépendance africaine que l'idéal panafricain par la formulation de sa mission; de même et c'est important, il devait répondre aux défis de valorisation de l'élite intellectuelle africaine et servir de porte-voix aux chercheurs africains. En outre, le CODESRIA fut dès les origines mis au défi de se définir un rôle dans un climat politique qui était de plus en plus hostile aux milieux intellectuels indépendants et à un moment où le processus de développement socio-économique de l'après-indépendance avait commencé à vaciller. Comme on pouvait s'y attendre, ce contexte pesa de tout son poids sur la spécification détaillée d'un mandat pour le Conseil. Tel que défini dans sa Charte, ce mandat consistait en :

- (i) La mobilisation de la communauté des chercheurs africains en Sciences sociales en vue d'entreprendre de la recherche fondamentale orientée vers l'action sous une optique répondant aux besoins des peuples africains;
- (ii) L'encouragement et l'appui à la recherche comparée sous une optique panafricaine qui exprime les spécificités des processus de développement en Afrique;
- (iii) La promotion de la publication et de la distribution des résultats des recherches menées par les savants africains;
- (iv) La promotion d'un réseau africain pour la diffusion des informations en Sciences sociales;
- (v) La promotion et la défense du principe de l'indépendance de la pensée et de la liberté des chercheurs;
- (vi) L'encouragement de la coopération et de la collaboration entre les universités africaines et les organisations de recherche et de formation en Sciences sociales; et
- (vii) La promotion des contacts et le développement des interactions entre le CODESRIA et les organisations internationales similaires.

Un impressionnant bilan de réalisations et de service

Depuis sa création, et en particulier au cours des années 80 et 90, le Conseil s'est investi à fonds dans la tâche de la mise en place d'un plan de travail consistant entre autres à compléter l'œuvre des universités et centres de hautes études, assurer le rôle de principal catalyseur de la recherche novatrice, aider à assurer le maintien d'une communauté d'intellectuels unis par la quête de l'excellence et l'originalité, contribuer à l'essor d'une culture de la recherche multidisciplinaire et comparée, assurer l'éclosion d'une jeune génération d'intellectuels, promouvoir le dialogue intergénérationnel, et soutenir les initiatives de recherche autonomes, à l'échelle nationale et continentale qui, soit entrent en droite ligne du renforcement des capacités locales ou régionales, soit promeuvent la mise en réseau locale et régionale des intellectuels provenant de différentes disciplines et de centres de recherches et universités. Le rôle du Conseil était d'une importance capitale dans la suppression des barrières linguistiques et géographiques à la production du savoir en Afrique, ainsi que dans la victoire sur l'isolement des intellectuels africains et la dispersion de leurs énergies. Les groupes nationaux de travail (GNT) et les groupes multinationaux de travail (GMT) qui devinrent les porte-étendards des programmes

de recherche du Conseil ont joué un rôle particulièrement déterminant dans la réalisation de ces objectifs; ils devinrent également une partie essentielle d'un système informel de mesure de performance au sein d'une communauté de pairs inter-connectés et en croissance rapide. En outre, les GNT et GMT étaient au centre de la mise en place d'une communauté constituée en réseaux qui fut consciente de la mission historique de l'intellectuel dans un contexte comme celui de l'Afrique.

De même, l'investissement initial qui fut consenti pour la mise en place d'un programme de publication qui, une fois mis sur les rails, fournit aux intellectuels africains un espace crédible pour la diffusion des résultats de leurs recherches, y compris une gamme de revues qui continuent à être largement distribuées aussi bien en Afrique que dans le reste du monde revêt une importance particulière. En effet, au fil des ans, le rendement en termes de publications du Conseil s'est accru en qualité et diversité, offrant une tribune aux intellectuels africains dans un système international de production du savoir où les asymétries devenaient de jour en jour plus aiguës et en demeurent un important trait caractéristique. Certaines des publications produites dans le CODESRIA Book Series ou appuyées dans le cadre des programmes de recherche du Conseil ont remporté des prix internationaux prestigieux; d'autres ont été adoptés comme ouvrages didactiques dans de nombreuses universités en Afrique et ailleurs dans le monde. En raison du fait qu'ils étaient distribués gratuitement aux bibliothèques des universités et centres de recherches en Afrique, les livres, monographies, revues scientifiques et rapports de recherche qui étaient produits, non seulement marquèrent la présence africaine dans l'arène de la recherche sur, et relative au continent et étaient disponibles en anglais, arabe et français, mais aussi jouèrent un rôle déterminant dans le soulagement des pires conséquences de la disette africaine du livre des années 80. La disette du livre résultait directement de la baisse drastique des financements en faveur de l'enseignement supérieur par les gouvernements des pays africains qui, confrontés à la plus grave crise économique de l'histoire du continent depuis 1945 et un problème grave de devises, non seulement réduisirent les financements en faveur des universités et les dotations pour l'achat des livres, mais aussi imposèrent des mesures généralisées d'austérité qui débouchèrent sur l'assèchement des fonds destinés à l'appui de la recherche. Les programmes du CODESRIA, en termes de leur orientation thématique, du caractère novateur de la méthodologie et de la diversité disciplinaire, linguistique, générationnel et du genre, devinrent d'indispensables cadres pour le maintien d'un minimum de culture de la recherche et de la publication scientifique dans de nombreuses régions en Afrique. En effet, les programmes de recherche du Conseil et ses diverses publications sont devenues de sources majeures de données d'analyses alternatives tant pour le courant dominant et bien financé, que pour l'industrie de la consultation en pleine croissance qui a détourné l'attention d'un nombre également croissant d'intellectuels en quête de ce que Abdul Raufu Mustapha a décrit comme étant de multiples modes de subsistance.

Les interventions du CODESRIA en vue de l'appui de la recherche et de la publication d'ouvrages scientifiques devaient être un projet de longue haleine car, dans le contexte d'une crise économique chronique et des ravages du néolibéralisme des années 80 et 90, les universités africaines étaient exposées aux attaques internes et externes systématiques, ce qui les plaçait sous un état de siège permanent. Les plus touchés par cette situation étaient les jeunes intellectuels, ceux que Thandika

Mkandawire décrit dans son essai perspicace sur trois générations de chercheurs africains en Sciences sociales comme la troisième génération d'intellectuels entièrement formés en Afrique et atteignant la maturité au moment où le système de l'enseignement supérieur est en pleine décadence et déliquescence. Répondre aux besoins de cette génération allait devenir l'une des responsabilités du CODESRIA au cours des années 80 et 90; les réponses qui furent formulées en vue de la mise en œuvre d'un programme intégré de formation consistèrent en de petites subventions pour la rédaction des thèses, un prix annuel pour les meilleures thèses produites en Afrique, des sessions de formation en méthodologie, les cours d'été, et des bourses de recherche de courte durée. Un projet de publication de livres a également été lancé en vue de répondre aux besoins en enseignement et apprentissage dans le système d'enseignement supérieur. Les diverses initiatives qui furent mises en œuvre en faveur des jeunes chercheurs eurent l'avantage supplémentaire de mettre en réseau la troisième génération de chercheurs africains et d'encourager un dialogue convivial entre eux et les générations des aînés. S'agissant des chercheurs plus expérimentés, des programmes qui leur permirent d'entreprendre de longues périodes de réflexion sur un thème précis furent également introduits, autant qu'ils furent encouragés à jouer le rôle de mentor vis-à-vis des étudiants du troisième cycle et des chercheurs en milieu de carrière.

Comme on pouvait s'y attendre, les relations entre les milieux universitaires africains et l'État, qui étaient déjà tendues en raison du début de déploiement de la coalition nationaliste anti-coloniale, et de la grandissante contestation populaire autour de la vision de la construction nationale adoptée par les leaders politiques, se détériorèrent davantage au cours des années 80 dans un environnement de répression généralisée, caractéristique de la gestion de la crise économique africaine. Compte tenu du caractère primordial de la protection et du renforcement des franchises académiques dans le mandat institutionnel du CODESRIA, le Conseil mit en place aussi bien un programme destiné à suivre l'état des franchises académiques en Afrique qu'un fonds spécial pour soutenir les intellectuels en situation difficile, y compris ceux qui sont victimes de la répression politique. Mais, les membres féminins du CODESRIA durent également observer que la représentativité de l'agenda de l'organisation et la lutte pour la promotion des franchises académiques ne pouvaient être complètes sans l'intégration du genre dans le programme de travail du Conseil et la mise en œuvre de stratégies en vue de la promotion de la participation d'un nombre accru d'intellectuels féminins au sein de ses réseaux. Cela devait être fait sans porter préjudice au rôle clé que le Conseil joua dans l'encadrement de l'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (AAWORD), alors qu'elle faisait encore ses premiers pas. Les combats pour l'inclusion du genre dans l'agenda du CODESRIA représenté, entre autres, par des intellectuelles de renom telles que Rudo Gaidzanwa, Ayesha Imam, Amina Mama, Fatou Sow, Maréma Touré et Paul Zeleza ont réussi à insérer le maillon manquant dans l'activité et le profil institutionnel du Conseil quand, au début des années 90, le processus d'intégration du genre à la fois comme outil d'analyse et champ de recherche dans l'activité du Conseil en tant que programme central fut déclenché. Certes, il reste de nombreuses pistes à explorer dans la marche vers une intégration complète du genre dans les Sciences sociales et les Humanités, mais cela indique les avancées importantes au sein du CODESRIA de sorte qu'actuellement, une géné-

ration de jeunes intellectuels de sexe masculin a émergé, des intellectuels qui sont autant à l'aise dans le maniement du genre en tant que catégorie d'analyse, que des intellectuelles actives dans le domaine des Études Féminines. En outre, le Conseil entra dans l'histoire lorsque, à sa 10e Assemblée Générale tenue en décembre 2002 à Kampala, Ouganda, une éminente intellectuelle, Zenebeworke Tadesse, fut élue Présidente du Conseil ainsi que trois autres universitaires choisies pour siéger au Comité Exécutif.

La réponse aux défis d'un contexte en constante mutation

En 2003, alors que le CODESRIA fête ses 30 années d'existence, le contexte de ladite fête qui aura également un impact sur le développement des programmes à l'avenir mérite qu'on y porte une attention particulière. Premièrement, cela fait à peu près 10 ans qu'il y a eu l'élection de Nelson Mandela comme premier Président de l'Afrique du Sud à être librement choisi par les populations de l'Afrique du Sud à l'issue d'un suffrage universel qui a vu la participation de la majorité noire. Cette élection qui marquait la fin officielle de l'Apartheid symbolisait également la fin de la longue et sombre histoire de la domination coloniale européenne en Afrique. Le combat pour la libération de Nelson Mandela de son incarcération à vie et pour la fin de l'odieux système de racisme institutionnalisé qu'était l'Apartheid fut un combat qui unissait l'ensemble de la communauté des intellectuels du CODESRIA, ainsi que la lutte inachevée de libération nationale en Afrique Australe dans son ensemble; assurer la pleine réinsertion de la communauté scientifique sud africaine au sein des réseaux d'intellectuels africains est un défi que le CODESRIA et ses institutions sœurs doivent relever tout en étant sensibles aux injustices historiques qui méritent encore d'être réparées et les promesses de nouvelles opportunités susceptibles d'être exploitées dans nos intérêts mutuels. La perspective de l'émergence d'une nouvelle ère radieuse dans l'histoire de l'Afrique dont la fin de l'Apartheid était le symbole pour de nombreuses personnes fut renforcée par l'émergence à travers le continent de mouvements populaires pour les réformes politiques, mouvements qui se cristallisèrent dans certains pays en conférences (constitutionnelles) nationales (souveraines) qui, dans la plupart des cas culminèrent par la fin du règne du parti unique et des régimes militaires et la restauration du pluralisme démocratique. En outre, parallèlement à l'agitation ouverte pour les réformes politiques, une diversité de mouvements sociaux, longtemps réprimés et souvent contraints à fonctionner dans la clandestinité, commencèrent à reflourir alors que des groupes civils aux revendications variées se créaient. De diverses manières, les membres du Conseil ont été interpellés par l'urgence du moment historique à s'engager dans le processus de réforme en définissant leur travail et à orienter l'institution vers une direction qui fera en sorte que, dans son rôle en tant qu'organisation africaine leader et pionnière de recherche, elle puisse continuer à servir de cadre approprié pour véhiculer les aspirations populaires en matière de développement démocratique de l'Afrique.

Pourtant, 1994 ne marqua pas seulement l'investiture de Nelson Mandela comme Président d'une Afrique du Sud libérée. Ce fut aussi l'année du plus récent et meurtrier génocide de l'histoire de l'Afrique, au cours duquel plus d'un million de Rwandais furent massacrés. Ce tragique événement devait annoncer le début d'une période d'intenses troubles et de tragédie prolongée dans la région des Grands Lacs, période dont l'Afrique n'a pas encore pansé les plaies. L'invasion et presque la

partition de la République Démocratique du Congo (RDC) est, semble-t-il, l'une des conséquences les plus douloureuses de la phase d'instabilité complexe dont a souffert cette partie du continent. Cependant, il est également vrai, à plusieurs égards, que tous les problèmes liés au conflit dans la région des Grands Lacs illustrent les questions politiques générales auxquelles l'Afrique a été confrontée avec une intensité inégalée depuis le début des années 90. Ces questions, entre autres, sont liées à la citoyenneté et aux droits du citoyen; la représentation et la participation; l'État et la gouvernance des affaires publiques; et l'organisation du développement socio-économique. C'est les mêmes questions qui se sont posées au-delà des Grands Lacs dans certaines parties de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest où des conflits ont éclaté, se sont intensifiés ou semblent insolubles; ces questions sont également au cœur du débat politique dans les pays qui connaissent diverses contestations latentes du projet de l'État-nation de l'après-indépendance. Les problèmes sont aggravés par la désaffection de plus en plus profonde des jeunes, la faiblesse des capacités de l'État, l'extension des frontières de la pauvreté et de la paupérisation, la poursuite de nouvelles formes d'adhésion aux politiques macro-économiques orthodoxes à orientation idéologique qui prolongent simplement l'incohérence des économies africaines, et les ravages de la pandémie du VIH/SIDA dans tous les aspects de la vie. Face à ces problèmes, les membres de la communauté du CODESRIA doivent être à l'avant-garde de la pensée originale qui permettrait de trouver des formules pratiques pour surmonter les difficultés qui apparaissent et instituer des systèmes démocratiques stables pour le développement de l'Afrique.

Concernant le domaine de l'enseignement supérieur, la crise de financement et de mission qui s'amorça au début des années 70 se poursuit sans relâche, même si la Banque mondiale a dû changer sa position initiale selon laquelle il fallait effectivement supprimer l'institution universitaire. Là où il y a eu des améliorations, elles ont été très souvent le fruit d'une massive injection de financements externes (bailleurs de fonds). La question de la viabilité financière du système de l'enseignement supérieur est dès lors une question qui se pose dans le court ou le long terme. L'expansion massive des effectifs, et une fuite également massive des cerveaux impliquant des cadres qualifiés et/ou expérimentés en l'absence d'un niveau adéquat d'investissement dans les infrastructures ont soumis l'université publique sous une forte pression qu'elle n'a jamais connue par le passé. Les problèmes de la viabilité des milieux intellectuels se posent ainsi, s'ajoutant aux questions de financement-gouvernance pour produire une situation d'ensemble toujours inquiétante. Du fait de l'incapacité ou le refus ouvert de l'État d'investir dans l'université publique, la crédibilité des pressions gouvernementales en vue des réformes de la gouvernance universitaire a simplement sonné creux dans de nombreux pays, même dans ceux où il existe un consensus sur la nécessité d'entreprendre des réformes. En même temps, des universités privées poussent comme des champignons à travers le continent, la plupart créées par les missionnaires chrétiens, d'autres comme un projet commercial, certaines comme des fondations laïques, mais toutes posant la question de l'université comme bien public. La pression sur l'université publique a été davantage exacerbée par le commerce croissant des services éducationnels qui se développe dans le cadre des Accords Généraux sur le Commerce des Services (GATS) de l'Organisation Mondiale du Commerce. Le principal champ d'intérêt et d'action du CODESRIA demeure l'université africaine et les universitaires qui y sont actifs; le défi majeur du futur plan de travail du

Conseil doit consister dès lors, à promouvoir l'idéal de l'université comme lieu de production du savoir ancré sur l'excellence, la liberté de pensée, et, en fin de compte, l'objectif de mise en place de sociétés du savoir en rapport avec la réalisation d'un mode de vie intégral, épanouissant et équilibré par les africains.

Regard vers un avenir radieux

Alors que nous sommes dans l'allégresse de la célébration du 30e anniversaire et que nous jetons un regard au-delà de 2003 vers le prochain grand moment historique, nous devons également réfléchir sur notre capacité d'être à la hauteur des défis de l'avenir, y compris comment y parvenir de façon à crédibiliser la vision des fondateurs du Conseil et rendre fiers les générations futures d'intellectuels africains. Si, pour l'africaniste détaché, ces défis sont considérés avec un penchant subjectif et volontariste choisir soit l'afro-optimisme soit l'afro-pessimisme en fonction de l'humeur du jour, les caprices politiques du nouvel impérialisme ou selon les hasards des "champs d'études" adoptés par les grandes puissances dans leur politique de l'après-Guerre Froide, pour nous au sein de la communauté du CODESRIA, les enjeux ne sauraient être formulés en des termes aussi réducteurs. Car, sur la base de notre foi inébranlable en l'Afrique et ses peuples, notre mission consistera toujours à produire le savoir porteur d'une signification transformationnelle et qui sert les intérêts des peuples du continent. Telle est l'ambition qui éperonna les fondateurs du Conseil et, comme l'a relevé Akilagpa Sawyerr en 1998 dans son discours lors de la 9e Assemblée Générale, ils ont réalisé cette ambition avec le zèle des visionnaires animés par un esprit d'abnégation; c'est une ambition qui garde toute sa pertinence et sa force trente ans après. Nous ne pouvons rendre un plus grand hommage aux architectes de l'idéal du CODESRIA qu'en nous consacrant une fois de plus à cette mission essentielle du Conseil, avec passion, rigueur, dignité, intégrité, ouverture et fierté qui caractérisent le génie africain.

C'est dans cet esprit d'ouverture et intégrité que l'occasion du 30e anniversaire du Conseil doit également servir de moment d'introspection individuelle et de mûre réflexion. Certes, nous avons à notre crédit, en tant que communauté, accompli d'importantes réalisations dont nous pouvons tirer une légitime satisfaction, mais il y a également des aspects de notre expérience et contexte institutionnels dont nous devons nous souvenir et y faire face. J'en citerai quelques uns pour notre attention et examen collectifs. À cet égard, j'évoquerai en premier lieu la gestion globale des programmes du Conseil qui nécessite une constante amélioration en vue de mieux répondre aux besoins de la communauté et réaliser plus efficacement les objectifs dans les meilleurs délais sans compromettre la qualité. Il s'agit là d'un problème capital, et lorsqu'il y'a des dérapages, et il y'en a eu, cela peut coûter cher. Deuxièmement, nous devons être conscients aujourd'hui plus que par le passé du fait que la communauté des intellectuels s'est élargie et regroupe des intérêts variés. Parallèlement à cette croissance, la communauté est également devenue plus exigeante de services de très haute qualité. Pour le Comité Exécutif et le Secrétariat, cela signifie, entre autres, qu'il ne sera plus simplement question de faire montre d'engagement envers le projet; plutôt, il faudra allier engagement et professionnalisme. Troisièmement, les conditions matérielles dans lesquelles la vie intellectuelle se déroule demeurent difficiles pour la vaste majorité des intellectuels africains, et dans un contexte marqué par l'essor d'un système d'enseignement supérieur privé à but lucratif ou à base missionnaire,

l'émergence du commerce des services éducationnels et le boom de l'industrie de la consultation, il y'a lieu d'exprimer de graves inquiétudes sur l'avenir de la recherche indépendante sur le continent. À cet égard, les membres de la communauté du CODESRIA devraient travailler davantage afin de relever les défis de relancer et de préserver avec créativité l'intégrité, le professionnalisme et la mission publique de l'ensemble du système de l'enseignement supérieur. Dans ce combat, trois initiatives nouvelles importantes prises par le Conseil seul ou en collaboration avec d'autres institutions joueront un rôle déterminant. Ces initiatives sont: le Journal of Higher Education in Africa [Revue de l'Enseignement supérieure en Afrique], l'Africa Review of Books [Revue des livres africains], le Critical Encyclopaedia of African Social Sciences [Encyclopédie critique des Sciences sociales en Afrique].

En outre, en dépit de toute l'attention que nous avons investie dans la promotion des franchises académiques, la lutte pour le respect de la liberté de l'intellectuel demeure un chantier inachevé; en réalité, la situation s'est dégradée davantage à plusieurs égards. Et ce, malgré les réformes politiques réalisées dans les pays africains ces dernières années, et qui ont mis en veilleuse de nouvelles expériences démocratiques qui normalement auraient été plus accommodantes de la liberté du chercheur. En plus de l'État qui est une source permanente d'attaques aux franchises académiques, il existe des structures et des processus au sein même des universités qui minent l'indépendance et la liberté intellectuelles. Au rang de ces structures et processus figurent: le nombre accru de cas d'étudiants fanatiques qui commettent des actes de violence préméditée et organisée contre les enseignants et leurs camarades étudiants minant ainsi les efforts menés en vue de maintenir le niveau, préserver le professionnalisme et l'intégrité; un système de gouvernance universitaire de plus en plus répressif qui ne tolère aucune opposition ou divergence de vues à un moment où la réforme du système de l'enseignement supérieur s'avère plus nécessaire que jamais; une puissante alliance entre les bailleurs de fonds et les consultants qui est devenu plus que jamais interventionniste par sa volonté à fixer l'agenda de la recherche et de régenter dans les menus détails l'ensemble du processus de recherche; une fournée d'intellectuels généralement plus malléables qui, face à la précarité des conditions du professeur d'université, est disposée à obéir au doigt et à l'œil du mieux disant – quel qu'il soit; des universités privées qui vont au-delà de la structuration générale des programmes d'enseignement pour définir dans les détails le contenu des cours; un contexte hiérarchique et environnemental du campus qui continue à être défavorable aux universitaires, aux études féminines et aux jeunes chercheurs; et un cadre institutionnel global favorable à l'intrusion des relations clientélistes internes et externes dans le processus de production du savoir. En clair, en tant que communauté, nous ne pouvons nous payer le luxe de nous endormir sur nos lauriers; nous devons au contraire redoubler d'ardeur dans nos efforts personnels et collectifs en vue de la protection et de la promotion des franchises académiques dans les années qui viennent.

Si le CODESRIA a été un important catalyseur de la recherche au cours des trente dernières années, en jouant un rôle de premier plan dans l'identification de nouveaux terrains – et il est acquis que le Conseil a été reconnu dans divers milieux scientifiques pour la perspicacité dont il fait preuve dans la définition des thèmes de recherche – il est également vrai qu'il existe de nombreux champs de recherche qui sont restés soit non explo-

rés, soit insuffisamment explorés, soit qui nécessitent l'application des approches des Sciences sociales. Le défi qui est posé ici est assez clair et fort heureusement, le Conseil jouit d'une expérience établie en termes de capacité d'adaptation, de souplesse et d'innovation pour être à la hauteur des exigences de toute époque. Dans les années qui viennent, nous devons miser de nouveau sur cette capacité afin d'explorer de nouveaux terrains, expérimenter de nouvelles approches méthodologiques, construire de nouveaux outils conceptuels, élargir nos intérêts en menant des études sur l'Asie, les Caraïbes et l'Amérique Latine, et intégrer les disciplines, questions, thèmes et communautés qui jusqu'ici ont été relativement marginaux par rapport à nos préoccupations au cours des trente dernières années. Ce faisant, nous serons à la hauteur de notre mission et en même temps, nous aurons actualisé nos réponses aux exigences de notre Charte, à savoir la promotion de la production d'un corpus de savoir holistique et propre au contexte dans lequel nous oeuvrons. Sans perdre de vue la nécessité de nous imprégner de l'histoire, de la philosophie et de la méthodologie de nos principales disciplines, nous devons investir davantage dans le travail multidisciplinaire qui implique un engagement avec d'autres disciplines des Sciences Sociales et des Humanités, et un dialogue intensifié avec les sciences naturelles. La recherche africaine en sciences sociales de demain ne saurait plus se contenter d'être simplement une recherche basée sur les "études de cas"; elle doit évoluer au-delà du point où les bases empiriques et théoriques que nous avons jetées peuvent être traduites en production d'études comparées nationales, régionales, continentales et mondiales qui apportent des éclairages nouveaux et originaux. Dans cette quête, nous pouvons nous référer à la vie et à l'exemple de quelques uns des meilleurs que notre communauté a produits tels que Ifi Amadiume, Samir Amin, Paulin Hountondji, Joseph Ki-Zerbo, Archie Mafeje, Thandika Mkandawire, Mahmood Mamdani, Ali Mazrui, Issa Shivji, Ngugi wa Thiong'o, pour n'en citer que ceux-là – pour nous en inspirer. Nous serons heureux d'accueillir un nombre accru de participants aux activités des programmes que le Conseil a mis en place en vue de promouvoir la recherche comparée et le dialogue multidisciplinaire.

Aujourd'hui, en 2003, à l'occasion de notre 30e anniversaire, le budget annuel de notre institution s'élève à environ 8 millions USD. Comparé au budget des premières années où le Conseil démarrait avec moins de 100.000 USD à son crédit, nous avons certainement fait du chemin. Le CODESRIA n'a jamais été aussi grand et si bien pourvu en moyens à un moment donné de son histoire qu'aujourd'hui. Cependant, ce succès soulève un certain nombre de problèmes, dont les moindres ne sont pas les défis d'une amélioration constante et l'actualisation des procédures et pratiques de gestion financière du Conseil et celui, qui est devenu très urgent, de la réflexion sur l'édification de l'autonomie financière de l'organisation. S'agissant du premier défi, les problèmes dont il est question sont assez bien connus, puisqu'ils ont été projetés au devant de la scène par la gabegie ayant caractérisé la période 1997 – 2000 et qui a débouché sur un déficit cumulé qui mit le Conseil presque à genoux. Cette triste expérience était à la fois symptomatique et symbolique de l'un des moments les plus décourageants de l'histoire récente du Conseil. Fort heureusement, le Conseil pu puiser dans toute l'énergie et le courage internes nécessaires pour redresser la barre sans attendre d'y être poussé par les bailleurs de fonds ou d'autres partenaires. Néanmoins, c'est également une expérience qu'on ne saurait permettre qu'elle se répète. À cet égard, la

professionnalisation de la gestion financière et de l'administration interne du Conseil qui s'est déjà amorcée doit être poursuivie avec abnégation et détermination. Cependant, ce processus doit être mené de façon à s'assurer que la logique administrative ne l'emporte pas sur la mission scientifique du Conseil: une meilleure gouvernance financière et administrative internes doit être à tout moment orientée vers le service du développement des programmes et des capacités d'exécution du Conseil. La communauté, à travers l'Assemblée Générale et le Comité Exécutif y prend déjà une part active en imposant au Secrétariat l'obligation de rendre compte. Un redoublement des efforts dans ce sens ne peut qu'être bénéfique pour le Conseil et cela ne saurait se faire sans la micro-gestion du Secrétariat.

Quant au défi de la construction de l'autonomie financière du Conseil, le CODESRIA a eu le bonheur d'être entouré par un noyau de partenaires institutionnels et de bailleurs de fonds, dont la plupart est restée indéfectiblement attachée à l'organisation, et en maintes occasions a fait consciemment montre d'une grande hauteur de vue. À l'occasion de la conférence et la célébration qui marquent l'apothéose de ce 30e anniversaire, je voudrais, au nom de l'Assemblée Générale, du Comité Exécutif, du Secrétariat et tous ceux qui ont participé d'une manière ou d'une autre aux programmes du CODESRIA, remercier ces partenaires pour leur soutien et leur magnanimité. En particulier, je voudrais mentionner spécialement le généreux appui accordé par Sida/SAREC, NORAD, DANIDA, IDRC, CIDA, la famille des organisations des Nations unies, diverses institutions néerlandaises, la Ford Foundation, la Rockefeller Foundation, la MacArthur Foundation, la Carnegie Foundation, la famille des organisations de Oxfam, CLACSO, et par dessus tout, le gouvernement et le peuple du Sénégal, notre pays hôte. Tous ces partenaires institutionnels, gouvernementaux, inter-gouvernementaux et financiers ont été assez éclairés pour comprendre l'importance de l'intégrité et de l'autonomie du processus de la recherche et ont consciemment pris du recul lorsqu'on leur a fait savoir qu'un tel recul s'avérait nécessaire pour un engagement fructueux avec le CODESRIA. En ce sens, ils sont eux aussi des visionnaires qui partagent l'héritage du CODESRIA et nous leur en rendons hommage. Cependant, leur vision est une vision qui ne doit pas amener la communauté des intellectuels à perdre de vue l'importance de la construction d'une base financière autonome pour le Conseil. La définition de stratégies en vue d'asseoir et de diversifier la base financière du Conseil afin qu'il soit épargné par certaines vicissitudes du monde des financements et se libère de ses faiblesses financières doit figurer parmi l'une des tâches les plus urgentes des membres. À cet égard, le lancement du fonds de dotation du CODESRIA qui aura lieu en 2004 démarrera avec un appel direct aux membres en vue de la contribution à la première phase de la mise en place du fonds.

Alors que nous célébrons les 30 années d'existence du Conseil, je vois des lendemains radieux et qui chantent non seulement pour le CODESRIA mais aussi pour l'Afrique. C'est un avenir dans lequel, unis autour d'un dessein commun, nous sommes tous, à titre égal, légataires d'un riche héritage sur lequel les bases de notre futur démocratique seront solidement établies. Aussi, puissions-nous célébrer ce jour, conscients que le festival des idées, du débat, et des événements culturels que le Secrétariat a organisé pour cette conférence marquant l'apothéose de ce 30e n'est que le premier pas de danse qui nous mènera vers cet âge d'or.